

À Strasbourg, les EGSPT font entendre la voix des agent-es et des usager-es pour un service public territorial renforcé

Les États généraux des services publics territoriaux (EGSPT) ont pris corps à Strasbourg avec une dynamique forte, mêlant expression des agent-es et parole des usager-es autour de l'avenir du service public local. Cette initiative s'inscrit pleinement dans la campagne fédérale EGSPT, qui vise à construire, depuis le terrain, des cahiers revendicatifs capables de peser nationalement.

Une démarche ancrée à Strasbourg

Le syndicat CGT des personnels de la ville et de l'eurométropole de Strasbourg a choisi de décliner les EGSPT en deux temps forts : une réunion d'information syndicale le 18 septembre 2025, puis une journée de débats avec les usager-es le 6 novembre 2025. Objectif : faire émerger, croiser et consolider les attentes concrètes des agent-es et de la population sur ce que doit être le service public territorial de demain.

La parole des agent-es libérée, des revendications au cœur des EGSPT

La réunion d'information syndicale a rassemblé près de 150 agent-es, de catégories A, B et C, autour de quatre grands axes : effectifs, rémunération, déroulement de carrière et conditions de travail. Les échanges ont mis en lumière la nécessité de recrutements massifs de titulaires, la fin des privatisations, une revalorisation générale des salaires et primes, un véritable développement des carrières et des moyens renforcés pour travailler dans de bonnes conditions. Sur les effectifs, les participant-es exigent la création de postes statutaires et la titularisation des contractuel-les, pour mettre fin à la précarité et à la mise en concurrence public/privé. En matière de rémunération et de carrière, les



agent-es portent l'augmentation du point d'indice, la revalorisation des grilles, des NBI et du supplément familial, l'extension de la prime Ségur et un véritable droit à la formation et à la mobilité professionnelle.

Usager-es : accès, proximité, accueil, pour un service public territorial renforcé

La journée de débats avec les usager-es a permis de montrer concrètement la richesse des métiers territoriaux, à travers les témoignages d'archiviste, de gardienne de musée, de jardinier ou de balayeur. Deux exigences majeures ressortent : un meilleur accès au service public (maillage territorial, structures et équipements accessibles, arrêt des

fermetures d'établissements) et la présence de personnel formé, en nombre suffisant, pour accueillir, accompagner et répondre réellement aux besoins.

Les discussions ont aussi pointé les dangers d'une administration toujours plus dématérialisée, qui aggrave l'illectronisme, isole les usager-es et laisse sans réponse celles et ceux qui ont besoin d'un contact humain, notamment les personnes en situation de handicap ou présentant certaines pathologies. À Strasbourg, les EGSPT montrent ainsi combien la défense de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et d'un accueil humain de qualité sont indissociables d'un projet de service public territorial fort, égalitaire et au service de l'intérêt général.

Décliner des EGSPT partout pour peser nationalement

L'expérience menée à la ville et à l'eurométropole de Strasbourg confirme que lorsque les agent-es et les usager-es se rencontrent, se parlent et élaborent ensemble, le service public territorial retrouve tout son sens démocratique. En nourrissant les cahiers revendicatifs fédéraux, ces EGSPT contribuent directement à construire un rapport de forces national pour obtenir des moyens, des emplois et des droits à la hauteur des besoins de la population et des ambitions de la CGT pour le service public.